Burundi : Human Rights Watch publie un rapport à charge sur les agents du SNR

HRW, 07 juil 2016 Burundi : Des agents du Service national de renseignement ont torturÃ© des opposants prÃ©sumÃ©s Les autoritÃ©s devraient dÃ©mettre de leurs fonctions et traduire en justice les agents responsables de ces abus (Nairobi) â€“ Des agents du Service national de renseignement burundais ont torturÃ© et maltraitÃ© des dizaines dâ€™opposants au gouvernement prÃ©sumÃ©s, Ã leur siÃ¨ge ainsi que dans des lieux secrets, a dÃ©clarÃ© Human Rights Watch aujourdâ€™hu membres de la police et de la ligue des jeunes du parti au pouvoir â€“ les Imbonerakure â€“ ont Ã©galement commis de graves abus, souvent en collaboration avec les services de renseignement.

Des agents du Service national de renseignement (SNR) du Burundi se sont rendus de plus en plus frÃ©quemment responsables dâ€™actes de torture Ã lâ€™encontre de sympathisants prÃ©sumÃ©s de lâ€™opposition placÃ©s en dÃ©tentio des dÃ©tenus Ã coups de marteau et de barres en acier, telles celles utilisÃ©es dans la construction, leur ont plantÃ© des barres en acier aiguisÃ©es dans les jambes, ont versÃ© du plastique fondu sur eux, ont nouÃ© des cordes autour des parties gÃ©nitales des hommes, et leur ont envoyÃ© des dÃ©charges Ã©lectriques. Certains dÃ©tenus qui ont Ã©tÃ© torturÃ©s ou b se sont vu refuser des soins mÃ©dicaux et de nombreux dÃ©tenus ont Ã©tÃ© maintenus dans des cachots malodorants et dÃ©pourvus de fenÃªtres. Â«Â Les actes de torture infligÃ©s par les services de renseignement burundais pour des motifs politiques se sont intensifiÃ©s et sont devenus de plus en plus cruelsÂ Â», a dÃ©clarÃ© Daniel Bekele, directeur de la division Afrique de Human Rights Watch. Â«Â Des agents du Service national de renseignement traitent certains opposants prÃ©sumÃ©s de faÃ§on effroyable parce quâ€™ils savent quâ€™ils peuvent le faire en toute impunitÃ©. Le gouvernement dev cesser la torture immÃ©diatement.Â Â» Le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies devrait dÃ©ployer au Burundi une force deÂ police internationale munie dâ€™un solide mandat de protection, et mettre en place une commission dâ€™enquÃªte internationale sur les cas de torture et autres graves abus, selon Human Rights Watch. Depuis avril 2016, Human Rights Watch a menÃ© des entretiens avec plus de 40 victimes de torture provenant de neuf provinces et de la capitale, Bujumbura. Certains des entretiens ont eu lieu Ã lâ€™extÃ©rieur du pays. Les cas de torture et de mauvais traitements semblent sâ€™Ãªtre de plus en plus gÃ©nÃ©ralisÃ©s, et les techniques de torture semblent Ãªtre de plus en plus brutales, Ã l de la tentative manquÃ©e de coup dâ€™Etat en mai 2015 et de plusieurs attaques Ã la grenade contre des bars menÃ©es pa des individus non identifiÃ©s Ã Bujumbura et ailleurs depuis dÃ©but 2016. Sâ€™il est difficile de dÃ©terminer lâ€™ampleur ex abus, le nombre de personnes torturÃ©es par des agents du SNR Ã travers le pays est trÃ¨s probablement bien plus Ã©levÃ© que le nombre de cas documentÃ©s par Human Rights Watch. Lâ€™ONU a relevÃ© 651 cas de torture au Burundi entre avril 2015 et avril 2016. Pour des raisons de sÃ©curitÃ©, Human Rights Watch ne divulgue pas les noms des personnes interrogÃ©es ni dâ€™autres informations Ã leur sujet. Des agents du SNR ont affirmÃ© Ã certains dÃ©tenus quâ€™ils seraien parlaient de la faÃ§on dont ils avaient Ã©tÃ© traitÃ©s et ont ordonnÃ© Ã dâ€™autres de mentir ou leur ont fait promettre de n parler Ã des organisations de dÃ©fense des droits humains. Des agents du SNR ont suivi et menacÃ© des personnes suspectÃ©es de donner des informations Ã de telles organisations. Dâ€™anciens dÃ©tenus, notamment des membres de partis dâ€™opposition, ont expliquÃ© Ã Human Rights Watch que des agents du SNR les avaient frappÃ©s en utilisant des tuyaux lestÃ©s avec des barres dâ€™acier de construction, souvent jusquâ€™au sang ou jusquâ€™Ã ce quâ€™ils ne puisser debout. Lâ€™un dâ€™eux a indiquÃ© quâ€™un policier travaillant au siÃ¨ge du SNR avait versÃ© sur lui un liquide qui lâ€™av point quâ€™il avait suppliÃ© quâ€™on le tue. Un autre a dÃ©clarÃ© quâ€™un agent du SNR lui avait fracassÃ© les os des jar de marteau. Un ancien dÃ©tenu a expliquÃ© quâ€™un agent du SNR lâ€™interrogeait tandis quâ€™un Imbonerakure versait plastique fondu sur lui. Ils ont Ã©galement utilisÃ© des tenailles pour couper ses parties gÃ©nitales, tandis quâ€™un Imbonerakure lui disait, en faisant allusion au dirigeant de lâ€™opposition Alexis Sinduhije : Â«Â Tu vas finir par rÃ©vÃ©ler les secrets de Sinduhije.Â Â» Des dÃ©tenus et dâ€™autres personnes connaissant le siÃ¨ge du SNR dans le quartier de Rohero Bujumbura ont affirmÃ© que lâ€™enceinte du SNR comprenait plusieurs cachots officieux oÃ¹ les dÃ©tenus qui avaient Ã©tÃ© torturÃ©s Ã©taient dissimulÃ©s aux observateurs internationaux. Des membres de la police Ã©galement ont torturÃ© et maltraitÃ© des dÃ©tenus. Un policier a utilisÃ© des tenailles pour arracher la dent dâ€™un dÃ©tenu. Celui-ci a dÃ©clarÃ© Ã H Rights Watch : Â«Â [Le policier] a dit quâ€™il mâ€™arracherait une dent chaque jour jusquâ€™Ã ce que jâ€™avoue que je tra les droits de lâ€™homme. Jâ€™avais tellement mal, et il y avait beaucoup de sang.Â Â» Plusieurs jeunes hommes ont dÃ©cla que la police les avaient arrÃªtÃ©s sans fournir de motif ou prÃ©senter de mandat et en respectant rarement les procÃ©dures rÃ©guliÃ¨res dâ€™arrestation, avant de les frapper. Les autoritÃ©s burundaises devraient demander lâ€™assistance du Bure Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies et des agences humanitaires afin dâ€™identifier les victimes dâ€™abus ayant besoin de soins mÃ©dicaux, et fournir lâ€™assistance nÃ©cessaire, notamment des soins mÃ©dicaux spÃ©c lâ€™extÃ©rieur de leur lieu de dÃ©tention, selon Human Rights Watch. Les Imbonerakure (Â«Â ceux qui voient loinÂ Â» en kirundi) ont Ã©galement commis de nombreux abus Ã travers le pays, selon Human Rights Watch. Des Imbonerakure opÃ©rant Ã deux principaux passages frontaliers entre le Burundi et le Rwanda ont ouvertement arrÃªtÃ© des opposants prÃ©sumÃ©s en prÃ©sence de membres de la police, de lâ€™armÃ©e et dâ€™autoritÃ©s chargÃ©es du contrÃ´le des frontiÃ accusant de collaborer avec des membres de lâ€™opposition burundaise vivant au Rwanda. Des tÃ©moins ont dÃ©clarÃ© que dans certains cas les Imbonerakure semblaient avoir plus de pouvoir que la police. Â«Â Des habitants ont confiÃ© que personne nâ€™ose sâ€™opposer aux Imbonerakure Ã cause de leur pouvoir et de leur influenceÂ Â», a dÃ©clarÃ© Daniel Be Â«Â Les autoritÃ©s ont permis aux Imbonerakure dâ€™opÃ©rer en dehors de la loi. Le gouvernement doit donc assumer la responsabilitÃ© de leurs actions.Â Â» En mai, Human Rights Watch a adressÃ© Ã Ã‰tienne Ntakirutimana, le chef du SNR, d rend compte directement au PrÃ©sident Pierre Nkurunziza, un courrier comprenant plusieurs questions sur les abus prÃ©sumÃ©s, mais nâ€™a reÃ§u aucune rÃ©ponse. Toutefois, le ministre de la SÃ©curitÃ© publique, Alain Guillaume Bunyon supervise la police, a envoyÃ© une rÃ©ponse de cinq pages dans laquelle il a Ã©crit quâ€™il serait Â«Â impensable que de te actes soient commis par des policiersÂ Â» et que ce serait Â«Â une erreur grave que dâ€™affirmer gratuitementÂ Â» que la po a arrÃªtÃ© arbitrairement, torturÃ© ou maltraitÃ© des opposants prÃ©sumÃ©s du gouvernement. Il a niÃ© catÃ©goriquement d police ait collaborÃ© avec les Imbonerakure. Des groupes dâ€™opposition armÃ©s ont Ã©galement attaquÃ© des membres d

forces de sÃ©curitÃ© et du parti au pouvoir, dont des policiers et des Imbonerakure. Un haut responsable des Imbonerakure a affirmÃ© Ã Human Rights Watch que plus de 50 Imbonerakure avaient Ã©tÃ© tuÃ©s dans le pays depuis avril 2015, dont au moins quatre dans des attaques Ã la grenade Ã Bujumbura en mai 2016. Human Rights Watch nâ€™a pas Ã©t en mesure de confirmer ces chiffres. Le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies devrait de toute urgence mettre en place une commission dâ€™enquÃªte indÃ©pendante internationale et autoriser le dÃ©ploiement dâ€™une force de police internatio au Burundi, selon Human Rights Watch. Tout en coordonnant son action avec la police burundaise, cette force de police internationale devrait maintenir son indÃ©pendance et ne pas fournir dâ€™assistance aux forces de sÃ©curitÃ© burundaises. commission dâ€™enquÃªte devrait Ãªtre dotÃ©e dâ€™une expertise en matiÃ¨re dâ€™enquÃªtes judiciaires et mÃ©dicolÃ©ga des investigations approfondies en vue dâ€™Ã©tablir les responsabilitÃ©s pour les crimes les plus graves. Elle devrait examine en particulier lesÂ cas de torture prÃ©sumÃ©s commis par les membres du Services de renseignement et de la police, et sâ€™intÃ©resser en particulier au rÃ´le tenu par des hauts responsables de ces instances. Les observateurs des droits humains de lâ€™ONU et de lâ€™Union africaine au Burundi devraient intensifier la frÃ©quence de leurs visites aux lieux de dÃ©tention du SNR et de la police afin de prÃ©venir et de documenter la torture. Ils devraient publier des rapports frÃ©quents et dÃ©taillÃ©s sur leurs conclusions, notamment sur dâ€™Ã©ventuelles tentatives des autoritÃ©s de faire obstructi de restreindre leur plein accÃ¨s aux centres de dÃ©tention. En avril, la Cour pÃ©nale internationale a annoncÃ© lâ€™ouvertur dâ€™un examen prÃ©liminaire de la situation au Burundi. Dâ€™autres pays devraient envisager de mener des enquÃªtes et d poursuites devant leurs tribunaux nationaux, en application du principe de compÃ©tence universelle, Ã lâ€™encontre de Burundais prÃ©sents sur leur territoire et soupÃ§onnÃ©s dâ€™avoir ordonnÃ© et perpÃ©trÃ© des actes de torture et autres gr violations des droits humains. Le facilitateur des pourparlers entre les acteurs politiques burundais, lâ€™ex-prÃ©sident tanzanien Benjamin Mkapa, devrait donner la prioritÃ© aux prÃ©occupations liÃ©es aux droits humains. Benjamin Mkapa devrait faire pression sur toutes les parties pour quâ€™elles cessent de commettre des violations des droits humains et appeler le gouvernement Ã mettre fin Ã lâ€™usage de la torture par les services de renseignement et par la police. Â«Â Le gouvernement burundais soutient que le systÃ¨me judiciaire national est indÃ©pendant et que les personnes qui commettent des abus sont tenues de rendre des comptes. Les autoritÃ©s devraient en apporter la preuve en menant des enquÃªtes et en engageant des poursuites contre les personnes responsables de tortures systÃ©matiques qui ont lieu au Burundi aujourdâ€™huiÂ Â», a conclu Daniel Bekele. Â«Â Mais le PrÃ©sident Nkurunziza porte la responsabilitÃ© finale des a de torture commis par les services de renseignement nationaux et par la police, aussi il devrait prendre les mesures qui sâ€™imposent.Â Â» Actes de torture et autre abus commis par les services de renseignement Le SNR a des antÃ©cÃ©dents longue date en matiÃ¨re de tortures, dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires, de dÃ©tentions arbitraires et dâ€™autres violations des droits humains Ã lâ€™encontre dâ€™opposants au gouvernement prÃ©sumÃ©s. Human Rights Watch a documentÃ© des pr bien Ã©tablies de torture infligÃ©e par le SNR dans le but de contraindre des dÃ©tenus Ã avouer des crimes prÃ©sumÃ©s, ou bien dâ€™incriminer ou de dÃ©noncer dâ€™autres personnes. Ces pratiques sont devenues de plus en plus rÃ©pandues, et techniques de torture sont devenues de plus en plus brutales, Ã la suite dâ€™une tentative manquÃ©e de coup dâ€™Ã‰tat e 2015. Une source ayant accÃ¨s aux locaux du SNR a affirmÃ© que des agents du service de renseignement, en collaboration avec des Imbonerakure, avaient alors commencÃ© Ã torturer de faÃ§on systÃ©matique les opposants prÃ©sumÃ©s quâ€™ils maintenaient en dÃ©tention. Des policiers et des agents du SNR ont arrÃªtÃ© un policier Ã Bujumbur juin 2015. Les policiers lâ€™ont frappÃ© ainsi que plusieurs personnes prÃ©sentes. Ils ont prÃ©tendu que le policier avait une grenade quâ€™il sâ€™apprÃªtait Ã Â«Â donner Ã des TutsisÂ pour tuer des HutusÂ Â» et ils lâ€™ont conduit au siÃ¨ge du SN le nom de Â«Â la DocumentationÂ Â». Lâ€™homme a expliquÃ© Ã Human Rights Watch : Quand je suis arrivÃ© Ã la Documentation, on mâ€™a dit de me coucher par terre. Ils mâ€™ont frappÃ© sur les fesses avec une barre en acier. Ils mâ€™ frappÃ© sur la plante des pieds. Ils ont dansÃ© sur moi. Ils me disaient que jâ€™avais des armes et une grenade que jâ€™alla donner Ã des Tutsis. Le 1er juillet, [Ã‰tienne Ntakirutimana, chef du SNR] est arrivÃ©. Il mâ€™a dit de sortir du cachot. Je lu montrÃ© oÃ¹ jâ€™avais Ã©tÃ© frappÃ©. Il a dit : Â«Â Tu nâ€™as pas Ã©tÃ© battu. Tu vas Ãªtre vraiment battu maintenant.Â A moi. Il a dit : Â«Â Si tu es un commando, tout ce qui tâ€™arrive, tu dois lâ€™accepter. MÃªme si tu veux aller au Rwanda et tâ€™amuser avec [le prÃ©sident rwandais Paul] Kagame, les Hutus ne seront jamais vaincus.Â Â» Le plus pÃ©nible, câ€™Ã© nuits Ã la Documentation. Ils faisaient sortir les gens des cachots et ils les torturaient. Je lâ€™ai entendu. Ils les menaient dans la cour et on entendait les cris. Ils criaient trÃ¨s fort. Au bout dâ€™un certain temps, câ€™Ã©tait plus silencieux jusquâ€™ [sans doute] la personne meure. [Dâ€™autres] se sont retrouvÃ©s presque handicapÃ©s aprÃ¨s les passages Ã tabac. Le SN a transfÃ©rÃ© lâ€™agent de police Ã la prison de Muramvya le 8 juillet, et il a Ã©tÃ© officiellement accusÃ© de participation a dâ€™Ã‰tat manquÃ©. Il a Ã©tÃ© condamnÃ© Ã lâ€™issue dâ€™un procÃ¨s entachÃ© dâ€™irrÃ©gularitÃ©s. En janvier, la a fui le pays. La cour dâ€™appel de la Cour suprÃªme lâ€™a par la suite inculpÃ© par contumace et lâ€™a condamnÃ© Ã la perpÃ©tuitÃ©. Le 18 fÃ©vrier, des hommes non identifiÃ©s ont arrÃªtÃ© un Ã©tudiant de 22 ans dans le quartier de Ngagara Bujumbura et lâ€™ont jetÃ© dans une camionnette. Lâ€™Ã©tudiant pensait quâ€™il sâ€™agissait dâ€™agents du renseigner vÃ©hicule dÃ©marrait, lâ€™un des hommes lui a dit : Â«Â Rends les armes que tu as.Â Â» Ils lâ€™ont piÃ©tinÃ© Ã la poitrin gisait Ã lâ€™arriÃ¨re de la camionnette, et ils lâ€™ont interrogÃ© sur lâ€™identitÃ© et la localisation dâ€™autres personnes d a dÃ©clarÃ©Â : Ils mâ€™ont emmenÃ© dans une maison Ã Carama [un quartier de Bujumbura]. Ils avaient une clef de la ma et ils ont ouvert. Dans le salon, il y avait une tÃ©lÃ©vision et une chaise en bois. Ils mâ€™ont dÃ©shabillÃ©. Jâ€™Ã©tais nu. I Â«Â Quand nous tâ€™aurons frappÃ© assez, tu finiras par parler.Â Â» Ils mâ€™ont frappÃ© avec un cÃ¢ble Ã©lectrique. Ils n avec le cÃ¢ble sur les jambes et sur le dos. Ils rÃ©pÃ©taient : Â«Â Parle !Â Â» Jâ€™ai vu que jâ€™allais mourir. Jâ€™ai vu q mort. Ils sont ressortis. Je ne sais pas de quoi ils parlaient. Câ€™est alors que jâ€™ai essayÃ© de mâ€™enfuir. Jâ€™allais sa dessus de la clÃ´ture, mais lâ€™un dâ€™eux attendait dehors. Il mâ€™a attrapÃ©. Ils mâ€™ont brÃ»lÃ© avec un couteau [cha que jâ€™ai tentÃ© de mâ€™Ã©chapper. Ils ont apportÃ© le couteau de lâ€™extÃ©rieur de la maison. Je pouvais sentir la cha couteau. Ils mâ€™ont coupÃ© juste une fois [sur la poitrine]. Lâ€™Ã©tudiant a expliquÃ© que ses ravisseurs ont continuÃ© Ã et Ã lui poser des questions sur lâ€™endroit oÃ¹ Ã©taient cachÃ©es les armes et sur les gens qui avaient soi-disant des fusils dans le quartier : Je leur ai dit que je ne connaissais personne, et que je nâ€™avais mÃªme pas participÃ© [aux

manifestations de 2015 contre un troisiÃ¨me mandat du PrÃ©sident Nkurunziza]. Comme je ne voulais rien avouer, ils ont utilisÃ© la barre en acier aiguisÃ©e. Ils sont ressortis la chercher. Ils me lâ€™enfonÃ§aient dans la jambe de plus en plus fort. Quand ils mâ€™ont traversÃ© la jambe avec, je me suis Ã©vanoui. Lâ€™Ã©tudiant a repris connaissance dans un centre de dÃ©tention de la police. Il ignore qui lâ€™y a transportÃ©. Il a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© le jour mÃªme. Un chauffeur de taxi Ã¢gÃ© dâ de 30 ans a expliquÃ© quâ€™en mars quelquâ€™un avait frappÃ© Ã sa porte. Quand il a ouvert, un homme non identifiÃ© se devant lui, le visant Ã la tÃªte avec un fusil. Trois camionnettes ont escortÃ© le chauffeur de taxi jusquâ€™Ã un poste militaire Bujumbura. Il a dÃ©clarÃ© : Ils mâ€™ont attachÃ© les bras dans le dos et mâ€™ont liÃ© les jambes, puis ils ont attachÃ© me mes mains. Il y avait un clou dans le mur, et Ã cause de la corde [autour de moi] jâ€™Ã©tais suspendu comme un sac Ã un porte-manteau. Ils mâ€™ont battu, et mâ€™ont blessÃ© Ã la tÃªte et au bras Ã coups de baÃ¯onnette. Ils mâ€™ont dit de re armes. Le chauffeur de taxi a estimÃ© Ã trois heures le temps oÃ¹ les militaires lâ€™ont suspendu, puis ils lâ€™ont descendu lâ€™ont battu pendant encore plusieurs heures. Ils lui ont dit de rÃ©vÃ©ler lâ€™endroit oÃ¹ Ã©taient cachÃ©es les armes. Le ils lâ€™ont emmenÃ© au bureau du SNR Ã Bujumbura. Quand je suis arrivÃ© [au SNR], ils [des agents du SNR] ont dit : Â«Â chien [nom non divulguÃ©] est revenu.Â Â» [Un agent] mâ€™a menÃ© Ã un caniveau et mâ€™a obligÃ© Ã me mettre Ã pla mâ€™a frappÃ© avec un gros bÃ¢ton sur les pieds et les fesses. Ensuite une autre personne est venue verser un liquide sur moi. Jâ€™ai eu lâ€™impression de brÃ»ler. Je les ai suppliÃ©s de me tuer. Ils ont dit : Â«Â Toi, tu es un criminel, tu vas mouri lentement.Â Â» Le chauffeur de taxi a ajoutÃ©Â quâ€™il a Ã©tÃ© battu encore deux fois. Il souffrait tellement quâ€™il a Ã no suppliÃ© quâ€™on le tue. Un policier qui travaillait au SNR lui a dit : Â«Â Qui voudrait se salir avec ton sang ?Â Â» Le chauffeu de taxi a indiquÃ© quâ€™il ne peut plus sâ€™asseoir Ã cause de ses blessures. La police a arrÃªtÃ© un homme de 27 ans c Bujumbura en fÃ©vrier et lâ€™a conduit au bureau du SNR Ã Bujumbura. Il a dÃ©crit la faÃ§on dont il a Ã©tÃ© traitÃ© : Quan Ã©tait lÃ [au SNR], ils mâ€™ont torturÃ© avec un cÃ¢ble, comme ceux quâ€™on utilise pour connecter une radio ou une tÃ© nâ€™y avait pas de plastique autour du cÃ¢ble. Ils lâ€™ont enroulÃ© [en haut] autour de ma jambe. Ils mâ€™ont fait asseoir Ã dâ€™une prise Ã laquelle ils ont branchÃ© le cÃ¢ble. Ils le branchaient et le dÃ©branchaient, mâ€™envoyant des dÃ©charges Ã©lectriques, tout en me posant des questions. Ils disaient : Â«Â Montre-nous oÃ¹ sont les armes.Â Â» Au bout dâ€™un mom ils ont changÃ©. Ils ont enroulÃ© la corde autour de mes parties gÃ©nitales et ils tiraient dessus tout en posant des questions. Ils ont utilisÃ© la corde plus longtemps, pendant 20 Ã 25 minutes. Avec lâ€™assistance dâ€™un garde, lâ€™hom parvenu Ã sâ€™Ã©chapper. Des policiers appartenant Ã lâ€™unitÃ© dâ€™Appui pour la protection des institutions (API) ont groupe de personnes dans un bar fin avril 2016 Ã la pÃ©riphÃ©rie de Bujumbura et les ont conduites au siÃ¨ge des services de renseignement Ã Bujumbura. Un homme de 40 ans arrÃªtÃ© ce jour-lÃ a dÃ©clarÃ© : Nous sommes arrivÃ©s vers midi, les camionnettes ne sont pas entrÃ©es directement. Nous sommes restÃ©s une heure Ã lâ€™extÃ©rieur de la Documentation Nous avons su plus tard que les Blancs du CICR [ComitÃ© international de la Croix Rouge] se trouvaient Ã lâ€™intÃ©rieur et câ€™est pour Ã§a quâ€™ils ne voulaient pas nous y amener. Nous avons dÃ» attendre quâ€™ils soient partis. Plusieurs pers qui avaient Ã©tÃ© dÃ©tenues au siÃ¨ge du SNR ont expliquÃ© quâ€™elles avaient Ã©tÃ© enfermÃ©es dans des toilettes exig agent ayant accÃ¨s au SNR a dÃ©clarÃ© que des hauts responsables des services de renseignement, des combattants rebelles dÃ©mobilisÃ©s et des Imbonerakure battaient les dÃ©tenus et les cachaient hors de la vue des observateurs internationaux. Cet agent a expliquÃ© : Ils Ã©taient battus dans les cachots ou dans la cour. Il y a des gens qui sont des Â«Â dÃ©mobsÂ Â» [combattants dÃ©mobilisÃ©s], des Imbonerakure. Je ne sais pas dâ€™oÃ¹ ils viennent. Parfois ils Ã©taien dâ€™autres fois Ã lâ€™intÃ©rieur de la cour. Ils torturaient les gens. Ce qui mâ€™a vraiment marquÃ© câ€™est quâ€™ils m dans les toilettes. Ils Ã©taient dans les toilettes pendant trois jours. En fÃ©vrier, des policiers ont arrÃªtÃ© un homme Ã Bujumbura et lâ€™ont immÃ©diatement frappÃ© Ã coups de matraque et de crosse de fusil. Ils lui ont dit dâ€™avouer quâ€™ avec les leaders de lâ€™opposition Alexis Sinduhije, Hussein Radjabu et Godefroid Niyombare. Puis ils lâ€™ont emmenÃ© au siÃ¨ge du SNR Ã Bujumbura. Il a dÃ©clarÃ© : [Un agent du SNR] mâ€™a menÃ© jusquâ€™Ã une sorte de couloir et il mâ€™ sâ€™est mis Ã me frapper sÃ©rieusement. Il y avait une chaise avec du fer qui dÃ©passait et des grosses pierres qui bloquai la chaise. Ils mâ€™ont attachÃ© Ã la chaise avec des menottes. Ils mâ€™ont battu avec une sorte de cÃ¢ble. Il a dit : Â«Â Câ as tuÃ© des policiers. Quoi que tu fasses, câ€™est nous qui allons diriger.Â Â» Il mâ€™a amenÃ© dans une petite piÃ¨ce, sar fenÃªtre. Câ€™Ã©tait trÃ¨s sombre. Je ne savais pas si câ€™Ã©tait le jour ou la nuit. Jâ€™Ã©tais toujours menottÃ©. Je ne p partir. Je devais me soulager Ã lâ€™intÃ©rieur de la piÃ¨ce. La premiÃ¨re fois quâ€™ils mâ€™ont fait sortir, ils mâ€™ont donn deux heures pour que je puisse bien me laver. Le septiÃ¨me jour, ils mâ€™ont enlevÃ© les menottes et mâ€™ont prÃ©sentÃ© officier de la police judiciaire. Alors que jâ€™Ã©tais lÃ , [deux anciens membres de lâ€™opposition qui collaborent avec le SNR sont entrÃ©s. Ils ont dit quâ€™ils me connaissaient. [Nom non divulguÃ©] a ajoutÃ© quâ€™on ne peut pas vivre Ã Musaga [un de Bujumbura] sans savoir ce qui sâ€™y passe. Jâ€™ai Ã©tÃ© interrogÃ© sept fois par des personnes diffÃ©rentes qui mâ€™ oÃ¹ Ã©taient cachÃ©es les armes. Certains membres du SNR ont dit que je ne partirai pas tant que je nâ€™aurai pas rÃ©vÃ©l les armes Ã©taient cachÃ©es. Lâ€™agent qui avait accÃ¨s au SNR, ainsi que des dÃ©tenus torturÃ©s dans ses locaux, ont in que les agents du SNR empÃªchaient certains dÃ©tenus portant des signes physiques de torture dâ€™Ãªtre prÃ©sentÃ©s au parquet. Une autoritÃ© judiciaire a indiquÃ© que des magistrats du parquet du ministÃ¨re public interrogeaient plutÃ´t les dÃ©tenus torturÃ©s dans les locaux du SNR Ã Bujumbura. Les magistrats envoyÃ©s pour cela Ã©taient connus comme Ã©ta fidÃ¨les au parti au pouvoir. Des agents des services de renseignement ont Ã©galement affectÃ© des officiers de police judiciaire connus comme Ã©tant fidÃ¨les au parti au pouvoir pour quâ€™ils interrogent des dÃ©tenus soupÃ§onnÃ©s de collab avec lâ€™opposition. Certains de ces officiers de police judiciaire ont giflÃ© ou battu des dÃ©tenus lors des interrogatoires. Un ancien agent du gouvernement a indiquÃ© quâ€™un officier de police judiciaire au SNR donnait directement des dossiers Ã un haut responsable du renseignement pour examen, au lieu de les soumettre au parquet. Lâ€™article 34 du Code de procÃ©dure pÃ©nale burundais stipule que la garde Ã vue des personnes dÃ©tenues ne doit pas excÃ©der une durÃ©e de se jours, prorogeable une fois seulement, avant que les juges dÃ©cident si elles doivent Ãªtre mises en libertÃ© provisoire ou rester en dÃ©tention. Les dÃ©tenus devraient avoir accÃ¨s Ã un avocat pendant quâ€™ils se trouvent dans les locaux de lâ€™agence du renseignement, mais des avocats ont indiquÃ© Ã Human Rights Watch que le SNR les empÃªchait de pÃ©nÃ dans leurs locaux. En fÃ©vrier, des hommes vÃªtus dâ€™uniformes de la police ont arrÃªtÃ© un homme de 34 ans dans la rue

Bujumbura. Des passants tÃ©moins de lâ€™arrestation se sont mis Ã crier : Â«Â Ils emmÃ¨nent [nom non divulguÃ©] !Â Â» Lâ
a dÃ©clarÃ© quâ€™un policier dans la camionnette a pointÃ© son arme sur la foule et les passants se sont enfuis. Lâ€™un de
agents procÃ©dant Ã lâ€™arrestation a plantÃ© sa baÃ¯onnette dans le pied de lâ€™homme parce que, selon ce policier, il n
pas que lâ€™homme rÃ©vÃ¨le quâ€™il avait volÃ© son argent et son tÃ©lÃ©phone. La police lâ€™a conduit au siÃ¨ge des se
renseignement. Lâ€™homme a expliquÃ© : Au SNR, ils mâ€™ont sÃ©rieusement battu avec une barre en acier partout sur le
les jambes. Pendant quâ€™ils me frappaient, ils mâ€™ont demandÃ© combien de fois jâ€™avais parlÃ© Ã Sinduhije et mâ€™
faire partie de ceux qui lancent des grenades en ville. Vers 16h30, ils ont arrÃªtÃ© de me battre et mâ€™ont emmenÃ© dans
cachot oÃ¹ il y avait dâ€™autres personnes. Pendant la nuit, ils mâ€™ont sorti de ce cachot et mâ€™ont menÃ© jusquâ€™Ã
sombre, dans des toilettes. Une personne qui se trouvait lÃ -dedans avec moi a Ã©tÃ© appelÃ©e pour sortir [du cachot] le
samedi vers 9 heures du matin. Quand il est revenu vers 16h00, on aurait dit que ses fesses Ã©taient en feu. Il avait Ã©tÃ©
battu avec une barre en acier, et il ne pouvait pas sâ€™asseoir. Il nous a dit quâ€™il avait reÃ§u 150 coups. Jâ€™y suis restÃ
les toilettes] pendant 10 jours. Le dixiÃ¨me jour, [des gardes] sont venus me sortir du cachot sombre et mâ€™ont prÃ©sentÃ© Ã
un officier de police judiciaire. Ils mâ€™ont ordonnÃ© de lui dire que je venais juste dâ€™arriver. Les gardes ont ramenÃ© lâ€
dans le cachot avec dâ€™autres dÃ©tenus. [Jâ€™Ã©tais au SNR] quand le magistrat est venu. Il Ã©tait avec [un ancien mem
lâ€™opposition armÃ©e qui sert dâ€™informateur au SNR]. Le magistrat lui a demandÃ© depuis combien de temps on se
connaissait. [Lâ€™informateur] a dit au magistrat que jâ€™Ã©tais en contact avec Alexis Sinduhije. Le magistrat a commencÃ©
mâ€™interroger. Il rÃ©pÃ©tait les mÃªmes accusations [que le SNR]. Je lui ai demandÃ© : Â«Â Pourquoi je ne suis pas allÃ©
tribunal comme les autres ? Pourquoi Ãªtes-vous venu ici ?Â Â» Il a rÃ©pondu : Â«Â RÃ©ponds juste Ã mes questions.Â Â»
Tortures, mauvais traitements et arrestations arbitraires aux mains de la police Depuis mai 2016, le gouvernement a
ripostÃ©Â aux attaques Ã la grenade et autres attaques quâ€™il attribue Ã lâ€™opposition par des arrestations en masse et d
dÃ©tentions de centaines de personnes. Nombre dâ€™entre elles ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©es mais beaucoup dâ€™autres sont tou
dÃ©tention. Le 2 mai, le PrÃ©sident Nkurunziza a dÃ©clarÃ© dans un discours public : Â«Â Nous demandons Ã tous les citoye
burundais de combattre ceux qui perturbent la sÃ©curitÃ© et la paix et d'en finir dans un dÃ©lai de deux mois.Â Â» AprÃ¨s un
 attaque Ã la grenade dans le quartier de Bwiza Ã Bujumbura le 28 mai, la police a arrÃªtÃ© plusieurs centaines de
personnes. Le porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, a dÃ©clarÃ© Ã un organe de presse local que câ€™Ã©tait Â«Â norm
dâ€™arrÃªter des gens prÃ¨s du site dâ€™une explosion Ã la grenade et que Â«Â parmi les interpellÃ©s, il peut y avoir les aut
lâ€™attaque.Â Â» Des agents de la police ont indiquÃ© que toutes les personnes arrÃªtÃ©es ont ensuite Ã©tÃ© libÃ©rÃ©es.
 Bujumbura, Freddy Mbonimpa, a dÃ©clarÃ© que les arrestations Ã©taient nÃ©cessaires pour contrÃ´ler les mouvements de la
population. Pour ce faire, la police a perquisitionnÃ© des maisons et arrÃªtÃ© des personnes pour vÃ©rifier les Â«Â cahiers de
mÃ©nagesÂ Â», un registre de toutes les personnes vivant dans une maison donnÃ©e. Il est dÃ©sormais obligatoire pour tous
les foyers de Bujumbura de tenir Ã jour un Â«Â cahier de mÃ©nageÂ Â» certifiÃ© par une autoritÃ© locale. Les 11 et 13 mai,
police a arrÃªtÃ© plus de 200 jeunes hommes et Ã©tudiants dans le quartier de Musaga Ã Bujumbura. Des habitants ont
indiquÃ© que la police leur a donnÃ© lâ€™ordre de prÃ©senter des cartes dâ€™identitÃ© et des cahiers de mÃ©nages, mais
arrÃªtÃ© certains dâ€™entre eux et les a emmenÃ©s jusquâ€™Ã un bureau administratif Ã proximitÃ© avant quâ€™ils nâ€™
rassembler les cahiers. Des policiers ont frappÃ© certains dÃ©tenus Ã coups de ceinture et de matraque, et les ont insultÃ©s.
Des dÃ©tenus ont expliquÃ© que la police utilisait des Imbonerakure et dâ€™anciens membres de lâ€™opposition pour identifi
 opposants au gouvernement prÃ©sumÃ©s. Ils ont reconnu dâ€™anciens membres de lâ€™opposition vivant auparavant Ã M
et qui circulaient parmi les dÃ©tenus. Les arrestations en masse effectuÃ©es par la police semblaient avoir des raisons
politiques, plutÃ´t que dâ€™Ãªtre une vÃ©ritable tentative de vÃ©rifier les cahiers de mÃ©nages. Un homme de 25 ans faisant
partie des personnes arrÃªtÃ©es a dÃ©clarÃ© Ã Human Rights Watch : Â«Â Un policier a dit : â€˜Vous avez Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s
des rebelles, et vous ne pouvez pas prouver que vous ne lâ€™Ãªtes pas. Regardez combien dâ€™entre vous sont ici. Vous
croyez que vous pouvez attaquer le pays avec ce nombre de personnes ?â€™Â Â». Dâ€™aprÃ¨s la loi burundaise, la police d
obtenir un mandat pour pouvoir arrÃªter un suspect, sauf si la personne est prise en flagrant dÃ©lit. Le ministre de la
SÃ©curitÃ© publique, dans sa lettre Ã Human Rights Watch, a affirmÃ© quâ€™aucun suspect nâ€™Ã©tait arrÃªtÃ© sans ma
cas de flagrance. Toutefois, dans la majoritÃ© des cas documentÃ©s par Human Rights Watch, la police a omis de
prÃ©senter un mandat aux personnes arrÃªtÃ©es. Un jeune homme qui avait Ã©tÃ© arrÃªtÃ© a dÃ©clarÃ© : Â«Â Les policier
rien contre nous lorsquâ€™ils nous arrÃªtent. Ils viennent nous prendre comme un sac de charbon. Ils ne nous montrent
rien. On ne sait rien.Â Â» Des policiers ont torturÃ© et maltraitÃ© des dÃ©tenus. En fÃ©vrier, des policiers portant des armes
feu sont descendus dâ€™un vÃ©hicule de police et ont dit de sâ€™arrÃªter Ã un homme de 27 ans dans la rue. Quand ils lui o
ordonnÃ© de venir avec eux, il a refusÃ©. Un policier lâ€™a frappÃ© dans le dos avec la crosse de son fusil, puis lâ€™a forcÃ
monter dans le vÃ©hicule. Lâ€™homme a dÃ©clarÃ© : Â«Â Alors que la camionnette dÃ©marrait, lâ€™un des policiers mâ€™
baÃ¯onnette dans la jambe gauche en disant : â€˜Ã‡a câ€™est pour nous avoir embÃªtÃ©s lorsque nous tâ€™avons capturÃ©
beaucoup.Â Â» La police a conduit lâ€™homme au centre de dÃ©tention de la police Ã Bujumbura connu sous le nom de
Bureau spÃ©cial de recherche. Il a expliquÃ© : Dans le bureau de lâ€™officier de police judiciaire, ils se sont mis Ã piÃ©tiner
blessure [Ã la jambe] et Ã me frapper Ã coups de barre en acier sur le dos. Ils disaient dâ€™aller leur apporter les armes que
je cachais. Je leur ai dit que je nâ€™avais aucune arme. Lâ€™officier de policier judiciaire rÃ©pÃ©tait les mÃªmes choses, et
fois que je disais que je nâ€™avais pas dâ€™armes, ils me frappaient avec la barre en acier. Le lendemain matin, on mâ€™a
ramenÃ© dans le mÃªme bureau et un policier mâ€™a frappÃ© la tÃªte contre le sol et sâ€™est mis Ã me frapper Ã nouveau
barre en acier sur les fesses. Ils voulaient me faire avouer que jâ€™avais des armes, mais je continuais Ã le nier. Le
lendemain, ils recommenÃ§aient la mÃªme chose. Jâ€™ai passÃ© cinq jours [au centre de dÃ©tention] et jâ€™ai Ã©tÃ© battu
les trois premiers jours, deux fois par jour : le matin entre 8h et 9h, et le soir vers 16h. Câ€™Ã©tait toujours la mÃªme scÃ¨ne :
des questions de lâ€™officier de police judiciaire qui alternaient avec les coups de barre en acier par les trois policiers.
Chaque fois cela durait au moins 30 minutes. Ils mâ€™ont montrÃ© une photo [sur un ordinateur] de moi quand je participais
aux manifestations [contre le troisiÃ¨me mandat du PrÃ©sident Nkurunziza en 2015]. Jâ€™Ã©tais entourÃ© de rouge sur la
photo. Câ€™Ã©tait peut-Ãªtre la raison pour laquelle ils mâ€™avaient arrÃªtÃ©. Le cinquiÃ¨me jour de sa dÃ©tention, un offic

police judiciaire lâ€™a libÃ©rÃ© sans explication, en lui disant : Â«Â Je ne veux plus jamais te revoir.Â Â» Lâ€™homme a touj
douleurs Ã la colonne vertÃ©brale Ã lâ€™endroit oÃ¹ les policiers lâ€™ont frappÃ©. En avril, dans une province de lâ€™oue
deux policiers ont demandÃ© de sâ€™arrÃªter Ã un homme de 36 ans qui se trouvait dans la rue, et lui ont rÃ©clamÃ© sa cart
dâ€™identitÃ©. Il a dÃ©clarÃ©Â : Ils ont appelÃ© quelquâ€™un. Jâ€™ai vu une camionnette arriver et quelquâ€™un Ã lâ€™
uniforme de police] a dit : Â«Â Câ€™est lui ! Câ€™est lui !Â Â» Dans la camionnette il y avait le chauffeur, un commandant de p
et cinq policiers. Ils ont commencÃ© Ã me battre. Nous sommes montÃ©s dans la camionnette et ils mâ€™ont conduit Ã
Bujumbura. Ils ont pris mon tÃ©lÃ©phone et ils ont regardÃ© les messages. Ils ont dit : Â«Â Ã€ qui envoies-tu ces messages ?
travailles pour les droits de lâ€™homme.Â Â» Jâ€™ai dit que je ne travaillais pas pour les droits de lâ€™homme. Les policiers
amenÃ© lâ€™homme jusquâ€™Ã un centre de dÃ©tention de la police du quartier. Ils se servaient dâ€™indembo [matraques
pour me frapper Ã la tÃªte. Jâ€™ai dit : Â«Â Je nâ€™ai rien fait !Â Â» Ils mâ€™ont frappÃ© pendant au moins deux heures, s
la tÃªte, partout sur le corps. Pendant quâ€™ils me battaient, ils me demandaient de leur dire Ã qui jâ€™envoyais le message.
passÃ© la nuit dans un cachot avec des dÃ©tenus. Lâ€™un Ã©tait accusÃ© dâ€™Ãªtre un manifestant. Dâ€™autres Ã©taient
dâ€™autres choses. Un dÃ©tenu avait la jambe cassÃ©e. Il ne pouvait pas marcher. Un des [policiers] a dit : Â«Â Amenez-le Â
lâ€™hÃ´pital.Â Â» Dâ€™autres ont dit : Â«Â Attendez le mÃ©decin, il va venir ici.Â Â» Mais le mÃ©decin nâ€™est jamais venu
famille de cet homme a contactÃ© la police pour essayer de le retrouver, la police a rÃ©clamÃ© une ranÃ§on exorbitante.
Lâ€™homme a indiquÃ© quâ€™un officier de police a dit Ã la famille : Â«Â Si vous lâ€™avez [lâ€™argent], vous pouvez le vo
ne le reverrez plus jamais.Â Â» La famille de cet homme nâ€™avait pas les moyens de payer. Lâ€™homme a dÃ©clarÃ© que
police lâ€™avait battu le deuxiÃ¨me jour de sa dÃ©tention pendant au moins une heure. Il a ajoutÃ© que le policier lui avait dit
Â«Â Dis-nous Ã qui tu as envoyÃ© le message et nous te laisserons partir.Â Â» Lâ€™homme a refusÃ© alors le policier lâ€™
avec un outil mÃ©tallique. Le troisiÃ¨me jour, il a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© aprÃ¨s quâ€™un autre policier soit intervenu. Le ministre de
SÃ©curitÃ© publique, dans sa lettre Ã Human Rights Watch, a dÃ©clarÃ© que la police ne recourait jamais Ã la torture et
observait toutes les procÃ©dures lÃ©gales. Il a soulignÃ© lâ€™interdiction de la torture dans la Constitution du Burundi ainsi q
dans les traitÃ©s internationaux et rÃ©gionaux que le Burundi a ratifiÃ©s. Il a indiquÃ© que la police recevait des formations su
les droits humains. Le ministre a Ã©crit que les allÃ©gations selon lesquelles la police rÃ©clamait de lâ€™argent aux dÃ©ten
Ã leurs familles en Ã©change de leur libÃ©ration Ã©taient Â«Â un mensongeÂ Â» et que tout policier impliquÃ© dans un acte
dâ€™extorsion serait exposÃ© Ã des Â«Â sanctions administratives et pÃ©nales sÃ©vÃ¨res.Â Â» Toutefois, il a concÃ©dÃ© q
Â«Â illusoireÂ dâ€™affirmer que les policiers ne commettent jamais de bavures Â» et que plus de 70 policiers ont Ã©tÃ©
pÃ©nalement poursuivis depuis 2015, certains pour Â«Â des exactions commises durant la gestion du mouvement
insurrectionnelÂ Â» avant et aprÃ¨s les Ã©lections de 2015 et dâ€™autres pour des infractions de droit commun. Il nâ€™a pas
de dÃ©tails sur ces poursuites. Abus commis par des Imbonerakure Depuis plusieurs annÃ©es, des Imbonerakure ont Ã©tÃ©
responsables de nombreux meurtres, passages Ã tabac, de menaces et d'autres abus contre des opposants au
gouvernement prÃ©sumÃ©s, selon Human Rights Watch. Les Imbonerakure agissent souvent aux cÃ´tÃ©s de la police et des
services de renseignement. La police, lors de sa rÃ©pression brutale des manifestations contre la dÃ©cision du PrÃ©sident
Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat en 2015, a utilisÃ© des Imbonerakure des quartiers oÃ¹ se dÃ©roulaient les
manifestations pour identifier et cibler des manifestants. Des habitants de Bujumbura ont indiquÃ© quâ€™ils voyaient souvent
des Imbonerakure connus vÃªtus dâ€™uniformes de la police ou de lâ€™armÃ©e, portant des armes et opÃ©rant cÃ´te Ã cÃ´
police. Un homme dÃ©tenu par des Imbonerakure a dÃ©clarÃ© quâ€™il les avait vus revÃªtir des impermÃ©ables de la police
Depuis fÃ©vrier 2016, Human Rights Watch a documentÃ© plusieurs cas oÃ¹ des Imbonerakure ont frappÃ©, intimidÃ© et
arrÃªtÃ© des personnes dans diverses provinces. Des victimes, des tÃ©moins et des dÃ©fenseurs des droits humains
dÃ©clarent que les gens signalent rarement aux autoritÃ©s les abus commis par les Imbonerakure par crainte de
reprÃ©sailles, et pensent que certains membres des forces de sÃ©curitÃ© collaborent avec les Imbonerakure. Le parti au
pouvoir et les services de renseignement ont souvent utilisÃ© les Imbonerakure pour identifier les personnes
soupÃ§onnÃ©es d'Ãªtre des opposants au gouvernement. Bien que ne disposant dâ€™aucun pouvoir lÃ©gal pour procÃ©der Â
arrestations, les Imbonerakure ont frÃ©quemment arrÃªtÃ© des personnes, les ont battues et les ont remises Ã des agents
des services de renseignement qui ont torturÃ© certaines dâ€™entre elles. Des habitants de certaines provinces ont indiquÃ©
Human Rights Watch que les Imbonerakure donnent souvent des ordres Ã la police et que des policiers de grades
infÃ©rieurs semblent nâ€™avoir aucun pouvoir pour stopper les abus des Imbonerakure. Les Imbonerakure collaborent
souvent avec des autoritÃ©s provinciales des services de renseignement aprÃ¨s lâ€™arrestation dâ€™opposants prÃ©sumÃ©
une province du nord du pays, des Imbonerakure ont dit Ã un policier qui leur demandait pourquoi ils battaient un
homme : Â«Â Quâ€™est-ce que tu fais ici ? Sors dâ€™ici !Â Â» Le policier est parti. Des victimes ont indiquÃ© avoir vu des
Imbonerakure surveiller les gens et parfois arrÃªter des personnes traversant la frontiÃ¨re entre le Burundi et le Rwanda.
Des autoritÃ©s gouvernementales ont dÃ©clarÃ© que de nombreux Burundais se rendant au Rwanda ont des liens avec
lâ€™opposition ou peuvent Ãªtre en train de sâ€™apprÃªter Ã rejoindre des membres de lâ€™opposition burundaise au Rwan
mi avril 2016, quatre Imbonerakure et un policier ont arrÃªtÃ© un homme du cÃ´tÃ© burundais de la frontiÃ¨re. Les
Imbonerakure lui ont fait enlever sa chemise et ses chaussures, ont pris son tÃ©lÃ©phone, et lui ont ligotÃ© les bras et les
jambes. Ils lâ€™ont transportÃ© dans une base improvisÃ©e des Imbonerakure dans la forÃªt, oÃ¹ il a vu un autre homme que
Imbonerakure avaient battu. Le premier homme a dÃ©clarÃ© : Ils ont commencÃ© par me frapper avec des cÃ¢bles comme
ceux quâ€™ils utilisent pour installer des lignes Ã fibres optiques. Dâ€™autres ont utilisÃ© des gros bÃ¢tons. Pendant quâ€™
battaient, ils disaient quâ€™ils allaient me dÃ©capiter â€¦ que jâ€™entretiens des relations avec des Rwandais, et que je suis e
contact avec des Â«Â putschistesÂ Â» [les responsables du coup dâ€™Ã‰tat manquÃ©]. Un pick-up appartenant au commis
provincial du SNR est arrivÃ© Ã la base dans la forÃªt et quatre policiers ont placÃ© lâ€™homme Ã lâ€™arriÃ¨re. Les policiers
battu sur le trajet au bureau du SNR oÃ¹ une autoritÃ© de haut rang lâ€™a accusÃ© de collaborer avec lâ€™opposition armÃ©
AprÃ¨s quâ€™une relation ait versÃ© un pot-de-vin, les autoritÃ©s burundaises ont libÃ©rÃ© lâ€™homme. Un Ã©tudiant dans
province du nord du pays a expliquÃ© que le 18 avril il se trouvait dans un bar avec des amis lorsquâ€™un groupe
dâ€™Imbonerakure brandissant des gourdins lui ont demandÃ© sa carte dâ€™identitÃ© et de lâ€™argent. Comme il ne pouva

donner dâ€™argent, ils lâ€™ont accusÃ© dâ€™aider les rebelles burundais Ã traverser au Burundi depuis le Rwanda. Un vÃ© autoritÃ©s locales est arrivÃ© et lâ€™a emmenÃ© jusquâ€™Ã une province proche. Lâ€™Ã©tudiant a dÃ©clarÃ© : Nous Ã© une cave dâ€™une maison Ã plusieurs Ã©tages. Lorsque nous sommes arrivÃ©s, nous avons Ã©tÃ© attachÃ©s Ã©troitemen cordes. [La police] a commencÃ© Ã nous frapper avec des gourdins. Nous sommes restÃ©s quatre jours dans cet endroit et nous Ã©tions toujours attachÃ©s. Ils nous battaient deux fois par jour : une fois le matin vers 6h et une fois le soir vers 20h. Ils nous frappaient surtout sur les fesses. Puis nous avons Ã©tÃ© envoyÃ©s Ã [une autre province]. Le commissaire de police nous a conduits lÃ -bas. Partout oÃ¹ on allait, on nous accusait collaboration avec des groupes armÃ©s. [Un officier de police de haut rang] voulait nous faire avouer que [des armes que la police avaient trouvÃ©es] nous appartenaient. Il nous a intimidÃ©s, disant que cela valait mieux pour nous dâ€™avouer parce que, selon lui, faute avouÃ©e est Ã moitiÃ© pardonnÃ On lui a dit quâ€™on ne pouvait pas avouer quelque chose dont on ne savait rien. Il a dit : Â«Â Vous allez parler aux organisations des droits humains [de votre arrestation] aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s ?Â Â» Quelques jours plus tard, lâ€™of police supÃ©rieur lâ€™a conduit jusquâ€™Ã un lieu rural inhabitÃ© et lâ€™a libÃ©rÃ©. Des Imbonerakure ont arrÃªtÃ© un c 34 ans dans une province du nord du pays dÃ©but 2016. Le chauffeur de taxi a dÃ©clarÃ© : Jâ€™ai vu deux Imbonerakure ve avec moi avec un policier. Ils mâ€™ont sautÃ© dessus, mâ€™ont saisi par la ceinture, un de chaque cÃ´tÃ© de moi. Un troisiÃ Imbonerakure est arrivÃ© et mâ€™a frappÃ©, et ils mâ€™ont entraÃ®nÃ© de force. Jâ€™ai dit Ã un policier qui se trouvait Ã Â«Â Tu vas les laisser me faire du mal alors que tu es lÃ ?Â Â» Le policier a dit : Â«Â Je ne peux rien faire pour toi.Â Â» Les Imbonerakure ont liÃ© les bras de lâ€™homme dans son dos et lâ€™ont entraÃ®nÃ© dans la forÃªt. Ils se sont mis Ã me bat avaient tous des gourdins. Ils mâ€™ont frappÃ© 300 fois. Un Imbonerakure qui a dit Ãªtre le commissaire responsable des opÃ©rations a dit : Â«Â Câ€™est vous qui approvisionnez les rebelles. MÃªme JÃ©sus est un Imbonerakure. Que vous le voul ou non, Nkurunziza doit rester prÃ©sident. Vous allez devoir attendre au moins 200 ans pour quâ€™il y ait un prÃ©sident tutsi.Â Â» Lâ€™homme a dit que lâ€™un des Imbonerakure qui lâ€™avaient battu semblait Ãªtre Rwandais. Pendant quâ€™i battaient, je criais fort et lâ€™un dâ€™eux a dit [en kinyarwanda, la langue du Rwanda] : Reka nze mberekeÂ ! [Je vais te montrer]. Ensuite la mÃªme personne est venue et a sautÃ© sur mon ventre puis a mis des sacs en plastique et des cailloux dans ma bouche pour que je ne puisse pas crier. Lâ€™homme a versÃ© un pot-de-vin de 100Â 000 francs burundais (environ 60 US$) Ã un Imbonerakure qui lâ€™a libÃ©rÃ©. Lâ€™homme a dit que son corps Ã©tait meurtri et enflÃ©, et quâ€™ sang aprÃ¨s lâ€™agression. Abus commis par des groupes armÃ©s dâ€™opposition Des journalistes locaux et des dÃ©fens des droits humains ont signalÃ© plusieurs attaques Ã la grenade et des tueries commises semble-t-il par des groupes armÃ©s de lâ€™opposition. Dâ€™anciens membres de groupes armÃ©s de lâ€™opposition ont indiquÃ© Ã Human Rights W le passÃ© ils avaient utilisÃ© des tactiques dâ€™attaques Ã©clair et des attaques Ã la grenade pour tuer des membres du par pouvoir et des collaborateurs prÃ©sumÃ©s. Des individus non identifiÃ©s ont attaquÃ© plusieurs bars Ã Bujumbura et dans dâ€™autres provinces avec des grenades depuis dÃ©but 2016. Les mÃ©dias burundais ont signalÃ© que le 24 mai, 10 homm ont attaquÃ© un bar et un dÃ©pÃ´t de boissons dans la province de Mwaro, tuant un officier de police judiciaire et blessant plusieurs clients. Au cours de la mÃªme attaque, un garde se trouvant aux bureaux du parti au pouvoir Ã Ndava, une commune de Mwaro, a Ã©galement Ã©tÃ© tuÃ© lorsque les assaillants ont tentÃ© dâ€™incendier le bÃ¢timent. Trois hommes arrÃªtÃ©s en lien avec les attaques. Dans la province de Bururi, des hommes armÃ©s non identifiÃ©s ont abattu plusieurs membres du parti au pouvoir en avril et mai, dont Jean-Claude Bikorimana, un membre du parti au pouvoir tuÃ© par balle le 9 avril. Trois membres du parti au pouvoir faisaient partie des quatre personnes tuÃ©es par balle dans un bar de la province de Bururi dans la nuit du 15 avril ; une autre attaque survenue la mÃªme nuit a tuÃ© un membre du parti au pouvoir, Japhet Karibwami, Ã son domicile. Plusieurs personnes auraient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es aprÃ¨s ces attaques. Une autre personne dÃ©crite comme Ã©tant membre du parti au pouvoir, Anitha Nizigama, a Ã©tÃ© tuÃ©e par balle le 12 juin Ã Musaga Bujumbura. Les circonstances et les raisons exactes de ce meurtre nâ€™ont pas Ã©tÃ© confirmÃ©es. Dans tous ces cas, Human Rights Watch nâ€™a pas Ã©tÃ© en mesure de confirmer lâ€™identitÃ© des agresseurs. MalgrÃ© des tentatives rÃ©p lâ€™organisation nâ€™a pas rÃ©ussi Ã interroger des tÃ©moins des attaques ou Ã contacter des membres des familles des membres du parti au pouvoir ou des Imbonerakure qui ont Ã©tÃ© tuÃ©s.Â